



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES MACRO ÉCONOMIQUES

D'AFRIQUE AUSTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PRETORIA

Semaine 28 - du 9 au 15 juillet 2021

Au programme cette semaine

- **Afrique du Sud** : La production minière et manufacturière toujours inférieure au niveau pré-crise
- **Angola** : Estimations à la hausse de l'impact de la crise sur le marché de l'emploi
- **Botswana** : L'inflation atteint un nouveau point haut au mois de juin
- **Lesotho** : L'activité enregistre un net recul au premier trimestre 2021
- **Mozambique** : Les pressions inflationnistes demeurent importantes en juin
- **Zambie** : Bonnes performances de l'administration fiscale au premier semestre

Zoom sur l'impact économique des émeutes en Afrique du Sud

L'Afrique du Sud a connu cette semaine une vague d'émeutes et de pillages sans précédent, dans la province du Kwazulu Natal (Durban) principalement, mais aussi dans celle du Gauteng (Pretoria et Johannesburg). Près des 1 000 magasins et centres commerciaux ont été pillés ou détruits, de nombreux axes routiers ont été bloqués, le port de Durban (plus grand port d'Afrique) a dû suspendre toutes ses opérations et le bilan provisoire fait état de plus de 110 morts. Ces violences sont d'abord apparues en marge des manifestations de soutien à l'ancien président Jacob Zuma – incarcéré mardi 7 juillet pour entrave à la justice. Elles ont ensuite été alimentées par le contexte social très dégradé, exacerbé par la crise – taux de chômage officiel de 32,6% avec 1,4 M d'emplois détruits depuis mars 2020, un taux de pauvreté de 22% (+2 points sur un an). Si la situation semble progressivement revenir sous contrôle, les conséquences économiques de cette crise seront importantes et durables. A court terme, les chaînes d'approvisionnement sont rompues, on observe un début de pénuries de denrées alimentaires, de produits de première nécessité (médicaments) et de carburants. Par ailleurs, les dégâts matériels sont estimés à environ 50 Mds ZAR (3 Mds EUR) et les analystes ont commencé à retrancher entre 0,5 et 1 point de croissance à leurs prévisions pour 2021. A plus long terme, cet évènement devrait fortement détériorer l'image du pays auprès des investisseurs alors que l'Afrique du Sud souffre déjà d'un déficit de confiance et d'un climat des affaires dégradé depuis plusieurs années.

Afrique du Sud

La production minière et manufacturière toujours inférieure au niveau pré-crise (StatsSA)

En mai, la production manufacturière a diminué 2,6% par rapport au mois précédent – il s'agit du second mois consécutif de baisse (après -1,2% en avril) – probablement affectée par les délestages électriques à répétition. En glissement annuel, l'indicateur continue d'enregistrer une nette progression (+35,3%) qui s'explique par un fort effet de base. Malgré la reprise progressive observée depuis la fin du second trimestre 2020, le niveau de production du secteur manufacturier demeure toutefois nettement inférieur à ses niveaux pré-crise (-8,4% comparativement à mai 2019), en particulier pour les « produits pétroliers, chimiques et plastiques » (-25%) et les « équipements électroniques » (-21%). A l'inverse, l'industrie automobile (+4,7%), largement tournée vers l'export s'est bien reprise. La production minière suit une tendance similaire : elle enregistre une diminution de 3,5% en mai – première baisse depuis décembre 2020. Comparativement à la même période en 2020, la production minière a progressé de +21,9%. Par rapport à 2019, elle est en baisse de 6,9%. Compte tenu des événements de la semaine, l'évolution de la conjoncture est plus que jamais incertaine – elle dépendra de l'évolution de la situation, de la réouverture des sites de production et du port de Durban, de la reprise des chaînes d'approvisionnement, de l'ampleur des pénuries et de leur impact sur l'activité.

Nouvelle proposition du gouvernement sur les augmentations de salaire dans la fonction publique

Le 8 juillet (c'est-à-dire avant le début des émeutes), le gouvernement sud-africain avait fait

une nouvelle proposition d'augmentation salariale aux syndicats de la fonction publique pour l'année fiscale 2021/2022 : une hausse des salaires de +1,5% au titre de la progression des carrières (prévue dans le budget présenté en février dernier), accompagnée d'une allocation mensuelle exceptionnelle de 1000 ZAR (58 EUR) brute. Cette proposition représenterait une augmentation de près de 12% pour les plus bas salaires. Si le gouvernement revient donc sur l'objectif de gel des salaires, il tente d'en limiter l'impact sur la trajectoire à long terme, avec cette prime ponctuelle. Pour rappel, la masse salariale de la fonction publique représente le premier poste de dépenses publiques (35%). Le coût budgétaire de cette allocation est estimé à 18 Mds ZAR (1 Md EUR) sur une masse salariale totale de 650 Mds ZAR (38 Mds EUR). A noter que l'entreprise publique Transnet a trouvé un accord avec les syndicats (hausse de +5%) et qu'Eskom est toujours en discussion (proposition de +1,5%).

Publication du rapport de la Banque Mondiale sur les perspectives économiques du pays

Le 12 juillet, la Banque Mondiale a présenté son *Economic Update* pour l'Afrique du Sud, il en ressort les conclusions suivantes : (i) La réponse du gouvernement sud-africain à la crise de la Covid-19 est jugée proportionnée et satisfaisante, à la fois en terme sanitaire, social et de soutien à l'économie ; (ii) Le rebond économique devait être significatif en 2021 (+4% selon les dernières prévisions) mais les perspectives de croissance à moyen terme sont incertaines et limitées (+2,1% en 2022 et +1,5% en 2023) du fait de la persistance d'entraves structurelles qui préexistaient à la crise – la croissance potentielle est inférieure à 2% ; (iii) La pandémie a aggravé les inégalités en raison notamment de l'importance des destructions d'emplois chez les moins qualifiés – les pertes d'emplois des travailleurs touchant les plus faibles salaires (20% des salaires les plus faibles) ont été trois fois supérieures à celles touchant les salariés aux 20% des salaires les plus élevés (iv) Le

développement de l'entrepreneuriat, notamment chez les jeunes, doit être une priorité du gouvernement, alors que seul 11% des personnes ayant un emploi sont autoentrepreneurs, contre en moyenne 30% dans les autres pays émergents.

Angola

Estimations à la hausse de l'impact de la crise sur le marché de l'emploi (INE)

Selon l'institut national de statistiques, le taux de chômage a atteint 32,3% fin 2020, soit un niveau proche de ceux observés avant la crise de la Covid-19 (32%). Le taux de chômage a donc diminué après avoir atteint un point haut au troisième trimestre 2020 au plus fort de la crise (34,9%). Dans le sillage de cette reprise du marché du travail, on a observé une modification significative de sa structure : 537 000 emplois ont été détruits dans le secteur formel depuis le début de la crise. Une part conséquente des ces emplois a été absorbés par le secteur informel dont la part dans l'emploi atteint désormais 80,4%.

Botswana

L'inflation atteint un nouveau point haut au mois de juin (StatsBots)

Selon l'agence nationale de statistiques, le taux d'inflation sur un an a atteint 8,2% au mois de juin, après 6,2% au mois précédent. Il s'agit du sixième mois consécutif de progression de l'indicateur et d'un point haut depuis février 2012. C'est le poste des transports qui a le plus contribué à cette hausse des prix (+17,4%, soit une contribution positive de +3,8 points) – en lien avec l'augmentation des cours du pétrole et le rééquilibrage des prix des carburants. Le prix des logements a aussi augmenté (+8,6% et 1,5 point). A noter que les pressions inflationnistes devraient s'accroître à nouveau dans les mois à

venir sous l'effet (i) d'une nouvelle hausse des prix des carburants au 10 juillet annoncées par le régulateur de l'énergie (entre 53c et 92c par litre) et (ii) des conséquences des émeutes sud-africaines sur les chaînes logistiques et d'approvisionnement.

Lesotho

L'activité enregistre en net recul au premier trimestre 2021 (Bureau of Statistics)

Selon l'agence nationale de statistiques, le PIB du pays s'est contracté de 13,8% au premier trimestre 2021, comparativement à la même période l'année précédente, après -9,4% au trimestre précédent. Il s'agit du quatrième trimestre consécutif de baisse du PIB. L'économie enclavée au sein du territoire de l'Afrique du Sud, fortement dépendante de l'économie de cette dernière, et en proie à une forte instabilité politique, s'enfonce ainsi durablement dans la récession. A l'exception des bonnes performances du secteur agricole (+12,2%) et de la « production d'eau et d'électricité » (+5,8%), tous les secteurs enregistrent un recul de leur activité, notamment les « transports » (-62%), « l'hôtellerie restauration » (-40,4%) et les « services aux entreprises » (-31,8%). Pour rappel, sur l'ensemble de 2020, le PIB du pays s'est contracté de près de 10%.

Mozambique

Les pressions inflationnistes demeurent importantes en juin (INE)

Selon l'institut national des statistiques, le taux d'inflation sur un an s'est stabilisé à 5,2% au mois de juin. Les principaux postes qui ont contribué à cette évolution demeurent les denrées alimentaires (+10,5%) et les boissons alcoolisées et le tabac (+8,9%). Les pressions inflationnistes

se stabilise donc depuis trois mois, après sept mois consécutifs d'augmentation, malgré la hausse des prix du pétrole et la dépréciation de la monnaie locale (-15% par rapport à l'USD entre mi-avril et fin juin). Pour rappel, pour faire face à la hausse des prix, la Banque centrale du Mozambique avait relevé son taux directeur de trois points à 13,25% en janvier 2021. Malgré les risques sécuritaires persistants dans le nord du pays, les analystes prévoient que la hausse des prix devrait rester modérée sur l'année 2021 - inflation moyenne estimée entre 4%-6%.

Zambie

Bonnes performances de l'administration fiscale au premier semestre (ZRA)

L'administration fiscale zambienne a publié ses résultats préliminaires pour le premier semestre 2021. Il en ressort qu'elle a collecté 45 Mds ZMW (2 Mds EUR), un niveau supérieur de près de 35% par rapport à ce qui était prévu dans le budget. Ces bonnes performances s'expliquent avant tout par une nette augmentation des redevances minières – en lien avec l'augmentation marquée des cours du cuivre (+47% à fin juin comparativement aux prix moyen sur l'année 2020) et avec l'augmentation passagère du taux pratiqué (de 5% à 10%, lorsque le prix de la tonne de cuivre passe le seuil des 10 000 USD comme le prévoit la réglementation zambienne). Selon les analystes, cette augmentation des recettes n'aura qu'un impact limité sur le déficit public qui devrait être supérieur à 15% du PIB, après 16% en 2020, un niveau qui demeure très préoccupant et qui s'explique en grande partie par le niveau du service de la dette.

Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

	Taux de change au 15 juillet 2021	Evolution des taux de change (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	14,5 ZAR	-1,3%	-5,4%	14,9%	1,1%
Angola	638,1 AOA	0,1%	-0,2%	-11,7%	1,6%
Botswana	10,8 BWP	0,2%	-2,9%	5,8%	-0,9%
Mozambique	62,9 MZN	0,0%	-1,9%	10,9%	17,9%
Zambie	22,6 ZMW	0,1%	-0,2%	-19,5%	-6,4%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2021)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international